

L'action littéraire : Les Editions Armand Colin viennent de republier votre ouvrage, Le Choix de la Défaite, Les élites françaises dans les années 1930, qui n'était plus disponible, succès oblige. Il s'agit d'une édition revue et augmentée, qui représente désormais 679 pages, notes comprises. Comment évaluez-vous l'accueil de la première édition, par les citoyens, citoyennes, lecteurs, lectrices, par les spécialistes et par la presse ? Est-ce que vous savez si votre ouvrage sert d'ores et déjà d'appui à des travaux de jeunes historiens ?

Annie Lacroix-Riz : L'écho de presse a été faible en 2006, avec quelques critiques plutôt positives, mais m'accusant de forcer l'interprétation des sources, pour le moins : par exemple dans le *Canard enchaîné* et le *Monde diplomatique*. Certes, les archives étaient convaincantes et compromettantes, mais, arguait-on, on ne pouvait accepter l'hypothèse d'un complot en bonne et due forme. Le black out académique a été total sur *Le choix de la défaite* : ma thèse contredit tant celle de mes collègues, à nouveau dotée de grande publicité à la faveur du 70^e anniversaire, que ceux-ci préfèrent l'ignorer. Cette ligne du silence a succédé à celle de la dénonciation, qui avait accueilli à la fin des années 1990 mes travaux sur la collaboration économique. Elle ne s'est démentie ni en 2006, date de la publication initiale du *Choix de la Défaite*, ni en 2008, à la parution de *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3^e République, 1938-1940* (Armand Colin), ni en 2010, lors de la réédition du *Choix*. Le débat académique que je sollicite depuis les années 1990, tant sur la collaboration économique que, surtout, sur l'option d'une collaboration à tout prix antérieure à la guerre, demeure strictement verrouillé. Les collègues accrochés à la thèse classique des militaires et des hommes politiques gâteux, dépassés ou incompetents ont donc l'assurance qu'« on n'en parlera pas ». Je n'ai pas été invitée ou ma présence a été explicitement rejetée à deux colloques de 2007 et 2009 sur le fascisme français de l'immédiat avant-guerre. Pourquoi ouvrir un débat quand on n'y est pas contraint ? Sur *De Munich à Vichy*, une critique a été publiée dans la revue corporative de la profession, *Historiens et Géographes*, d'un collègue de Khâgne, Dominique Lejeune, auteur de *La peur du « rouge » en France* (Paris, Belin, 2003). Elle oscille entre, d'une part, l'éloge net sur mon étude de « la politique extérieure de la France » et de divers autres sujets, notamment « la "peur du rouge" de 39-40 et "Vichy avant Vichy" », et, d'autre part, la désolation devant mon mode « lance-flammes » allégué et mes propos « au vitriol [...] contre les autres partis que le parti communiste français, contre la *vulgate* et tous les autres historiens. [...] Bref, l'anathème conduit à l'invective et au champ de ruines ». Je n'invective pourtant pas, même si je cède parfois à l'ironie, je me contente de décrire la pratique de mes personnages en citant les sources, La réalité, souvent consternante, épargne, je n'y puis rien, ceux qui défendaient avec franchise et résolution « ceux d'en bas » - que ça me fasse plaisir en tant que citoyenne est autre chose. La consternation de mon collègue est évidemment de nature politique. Son constat final

confirme le veto sur le traitement de fond du dossier et m'accuse de mettre sur une voie dangereuse les jeunes lecteurs, naïfs et prompts aux jugements expéditifs : « Annie Lacroix-Riz, eu égard à la quantité de travail de recherche fourni, doit bien avoir raison sur quantité de points, mais le lecteur est conduit à douter de toutes ses affirmations. Tous les personnages sur le même plan, c'est qu'ils sont tous bons ou tous mauvais! Le lecteur, surtout jeune, aura mécaniquement le second jugement, remarquablement peu explicatif au demeurant » (*H&G* n° 406, avril 2009, p. 352-353). L'histoire ne dresse un portrait sympathique des acteurs historiques que quand il y a adéquation entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font. Peut-il y avoir adéquation quand on passe sa vie au service, notoire ou clandestin, de « ceux d'en haut », qui ne peuvent jamais exposer ou faire exposer franchement à « ceux d'en bas » les vraies raisons pour lesquelles ceux-ci ne gagneront pas en une vie ce qu'eux-mêmes accumulent parfois en une heure. Je remercie cependant Dominique Lejeune, que je ne connais pas personnellement, d'avoir osé rompre le mutisme académique jusqu'alors complet : la revue n'avait pas rendu compte du *Choix de la Défaite*, qui portait sur la décennie entière (« livre de 2006 rappelé dans l'introduction du livre » *De Munich à Vichy, ibid.*, p. 352). La presse a donné au printemps et à l'été 2010 un modeste écho au *Choix*, contrastant avec la forte publicité offerte aux publications foisonnant à l'occasion de l'anniversaire. Le hors-série du *Monde* de mai-juin 2010, intitulé « 1940, la débâcle et l'espoir », permet de saisir les volumes respectivement accordés à la thèse courante et à celle (très répandue entre l'Occupation et l'après-Libération) que je soutiens. Sur 98 pages développant largement les thèmes « agréés », deux lignes sibyllines du journaliste Antoine Reverchon font allusion, avec sympathie, à ma problématique, au terme du paragraphe suivant : « Le réexamen des comportements des acteurs antérieurement à l'alternative Pétain-de Gaulle dresse le portrait d'élites militaires non seulement incompétentes, mais encore promptes à trouver des excuses pour pactiser avec le fascisme et le nazisme, dont ils (*sic*) sont proches idéologiquement. Tout comme l'est la bourgeoisie industrielle traumatisée par le Front populaire. La réédition en 1990 du livre de Marc Bloch, *L'étrange défaite*, rédigé dès 1940, vient conforter cette approche. Elle trouve son expression la plus aboutie dans le livre de l'historienne Annie Lacroix-Riz (*Le choix de la défaite*, 2006 (*sic*)) ». Le lecteur du hors-série du *Monde* ne saura rien de plus sur ladite « approche ». Dans la même publication, *L'étrange défaite* est citée (p. 40 du n°), mais pas l'analyse d'avril 1944 de la longue préface de Pétain au livre de 1938 du général de réserve Louis Chauvineau, ancien professeur à l'École de Guerre (1908-1910), *Une invasion est-elle possible?*, beaucoup plus explicite : dans ce texte dont un extrait constitue l'exergue du *Choix de la Défaite*, Marc Bloch évoque la haute trahison de cinq catégories de privilégiés français – et nommément celle de Pétain – (*Cahiers politiques* n° 8, « À propos d'un livre trop peu connu », *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990 (1^{ère} édition, 1946), p. 246-253). *Le choix de la défaite* figure dans la bibliographie générale, mais pas *De Munich à Vichy*, plus précis sur le déroulement de la phase ultime du complot contre la République et sur les

liens organiques entre ce régime agonisant (et ses chefs « républicains ») et celui de Vichy – période qui occupe l’essentiel du hors-série. On entre là dans le tabou suprême, les autres historiens, même de gauche, affirmant qu’il y a une différence de nature entre la République et Vichy et que Daladier, anticommuniste certes, était un patriote sincère : c’est par souci d’union nationale et non par simple anticommunisme qu’il aurait traqué les rouges menaçant la défense nationale depuis le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 (voir par exemple Guillaume Bourgeois et Denis Peschanski, , « Les députés communistes devant leurs juges : un procès biaisé », in Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost, Jean-Pierre Rioux (dir.), *Le parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Paris, Seuil, 1986, p. 94-102). La thèse est séduisante mais complètement erronée. Mon petit passage « groupé » à la radio, dont j’ignore la cause, les 28 mai (Le téléphone sonne, France Inter) et 17 juin (chez Mermet, sur France Inter et chez Laurentin, sur France Culture), s’explique peut-être par l’écho récent qu’a donné Internet à mes travaux. Dans la phase de black out, Internet, depuis 2006, m’a fait connaître d’un public plus large, qui trouve à l’évidence dans ces travaux sur les années 1930 écho à ses interrogations sur la crise systémique en cours. Je ne saurais à cet égard assez remercier l’ami qui m’a, en janvier 2005, proposé d’établir mon site (<http://www.historiographie.info/>), qui a créé et entretient ledit site et qui a filmé certaines de mes conférences, ensuite diffusées sur You Tube ou Daily Motion. L’influence que peuvent actuellement avoir mes travaux sur les « jeunes historiens » est définie par ce que j’ai dit sur le black out académique qui les frappe, c’est à dire nulle. Les « jeunes historiens », à supposer qu’ils soient tentés par la voie que j’emprunte, ne pourraient pas la suivre pour des raisons de carrière et de débouchés universitaires : ils se mettraient dans une impasse. Ils trouveront l’audace de développer des problématiques audacieuses quand la conjoncture générale et universitaire leur rendra la liberté et l’indépendance intellectuelles dont, depuis plus de 20 ans, la chape de plomb du conformisme obligé les a privés. J’ai expliqué la chose dans divers travaux, publiés sur mon site (« De la dissidence en histoire contemporaine »), et j’évoque brièvement le dossier dans l’opuscule *L’histoire contemporaine sous influence*, Pantin, Le temps des cerises, 2004.

L'action littéraire : Comment pouvons-nous comprendre que, pour et parmi des historiens informés et ayant une solide réputation, un Jean-Pierre Azéma ait pu déclarer «Je ne crois pas qu'il y ait eu complot » (p.44) en vue de détruire la République, au printemps-été 40, de la part d'un Pétain et du Maire de Bordeaux, Adrien Marquet, le petit Hitler français, alors que tant d'éléments et d'évidences convergent vers cette conclusion ?

Annie Lacroix-Riz : Les « historiens informés » changeraient évidemment d'avis s'ils allaient passer quelques années dans les fonds d'archives. Jean-Pierre Azéma, auquel les *media* accordent une publicité considérable sur les années 1930 et Vichy, s'obstine comme bien d'autres à fonder ses analyses sur la seule seconde main. Son ouvrage sorti cette année, *1940, l'année noire*, encensé par la presse, *Canard enchaîné* compris (comme le summum du neuf historiographique en la matière), ne comporte *aucune* référence d'archive originale. En octobre 2008, invité sur France Culture à commenter ma problématique sur les accords de Munich et leur suite, intérieure et extérieure – problématique de *De Munich à Vichy* alors tout juste publié que je n'avais pas été invitée à exposer moi-même -, Azéma a répondu que j'exagerais « un peu » avec ma thèse du « complot ». Mais il n'a pas explicité cet avis, et j'attends encore sa démonstration argumentée de mes excès et erreurs manifestes : *1940, l'année noire*, n'explique toujours pas en quoi la thèse du « complot », passée sous silence, et absente même de la bibliographie, serait excessive.

L'action littéraire : La situation actuelle internationale que nous connaissons et que nous subissons semble avoir beaucoup de ressemblances avec celle du monde au début des années 1930. Certaines pages où vous parlez précisément des manœuvres des dirigeants pour la baisse des salaires, «l'assainissement des finances » (p.48) correspondent exactement à ce qui se passe désormais internationalement. 60 ans après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, des facteurs déterminants de son déclenchement structurent encore notre monde. Êtes-vous inquiète ? Pensez-vous que des mauvais coups plus graves encore de la part de ces élites qui se sont elles-mêmes mises en cause dans leur gestion des pouvoirs dans les années 1930 sont encore à venir et lesquels ? Comment considérez-vous que les citoyens devraient résister, à l'aune des enseignements des événements des années 1930 ?

Annie Lacroix-Riz : mes ouvrages sur les années de crise décrivent des phénomènes propres à toute crise systémique du capitalisme, notamment les efforts de toute nature faits par les maîtres de l'économie pour reporter ses effets sur les autres classes sociales. Toute crise de surproduction menace directement les profits, lesquels, donc, ne peuvent être maintenus (voire augmentés) dans certains secteurs que par une pression écrasante sur tous les salaires, directs et indirects. Je parle naturellement des vrais salaires, pas de ceux des grands auxiliaires du capital, dont les émoluments faramineux et « parachutes dorés » n'appartiennent pas à cette catégorie et sont au contraire fortement augmentés dans pareille

conjoncture, vu leur rôle décisif dans le procès de production (l'influence sur les salaires et les licenciements). Si on étudiait encore Marx à l'université et dans une petite fraction de la société, ce qui était le cas quand il existait un parti communiste *stricto sensu*, influent au surplus, une partie de la population saurait que salaire et profit sont antagoniques par nature, et que, face à une baisse de la production et des ventes, qui peut être considérable, maintenir ou augmenter le profit suppose d'écraser le salaire. Cette baisse est imposée avec brutalité, et dans des proportions inacceptables par les victimes, ce qui pose d'emblée la question politique. Les modalités de la mise en œuvre de cette réduction drastique se traduisent par divers phénomènes étudiés pour l'entre-deux-guerres dans *Le choix de la défaite* et *De Munich à Vichy*. Phénomènes politiques et idéologiques : 1° « réforme de l'État », estimée indispensable dans l'entre-deux-guerres, le régime étant estimé trop sensible aux desiderata populaires, réalisée via Vichy et définitivement depuis le régime institué en 1958 : la liquidation par de Gaulle des séquelles du parlementarisme a définitivement fait du parlement un ectoplasme, le tout sous l'égide du grand synarque Jacques Rueff, promu au ministère des Finances. Ne s'en impose pas moins, dans la crise actuelle, le renforcement marqué de la dictature politique du grand capital en vue d'obtenir des populations des sacrifices matériels, qu'elles ne sauraient consentir « spontanément » (même si leur « spontanéité » est infléchie par les publicistes, journalistes, partis qui les dupent quotidiennement) ; 2° rôle des publicistes, journalistes, partis, financièrement contrôlés par le capital financier, chargés de convaincre les victimes de tout subir au motif de la fatalité (le capitalisme étant aussi « naturel » que la pluie et le beau temps) et de l'abomination de tout autre système économique (l'URSS a servi de repoussoir à deux reprises, mais bien plus efficacement dans la présente crise que dans celle des années 1930, vu le degré de perfection atteint désormais par la criminalisation du communisme en général et des Soviets en particulier) ; 3° en cas de non-contrôle ou de maîtrise insuffisante du rapport de forces politique, modalités du combat contre les gêneurs ou de leur élimination pure et simple (ce qui nous ramène à 1°) : répression contre les partis, syndicats et groupements hostiles avant éventuelle interdiction, excitation soigneusement calculée de la fibre xénophobe, suppression des élections, jugées trop aventurées en plein assaut contre les conditions de vie et de travail (« l'ajournement » des législatives du printemps 1940 par le « républicain » Daladier fut annoncée en juillet 1939 - un an avant Vichy), etc. Quand on connaît l'avant-guerre, l'opprobre jeté par les hommes politiques et la grande presse sur les électeurs de mai 2005 qui ont voté non au référendum sur l'Europe suscite forcément réflexion. Il en va de même pour la poussée xénophobe, calquée sur celle de 1938-1940, que j'évoque dans un texte d'août 2010 envoyé à ma liste de diffusion et que vous avez diffusé, je crois. Phénomènes militaires, résultant de la subordination organique du haut état-major aux mêmes dirigeants économiques, que nul ne peut soupçonner en l'absence de démonstration archivistique, etc. Ce que j'écris sur la priorité accordée dans la seconde moitié des années trente aux préparatifs de la guerre

intérieure - en plein abandon des dispositions de sécurité extérieure ou de protection du territoire menacé par l'Allemagne - éveille forcément écho dans la phase présente de préparatifs obsédants de guerre urbaine, sous couvert de lutte contre le « terrorisme ». Bref, les mesures prises aujourd'hui contre les salaires directs et indirects de la population ressemblent comme des sœurs à celles adoptées pendant la crise des années 1930. Or, comme celles-ci, elles empruntent des voies parfois insoupçonnables : on peut difficilement comprendre d'emblée que le souci de « sécurité » proclamé, la glose sur le vieillissement de la population imposant élévation de l'âge de la retraite et la chasse aux étrangers en général et aux Roms (fussent-ils français) en particulier masquent la pure et simple casse des salaires. La connaissance de l'histoire présente donc d'autant plus de danger qu'elle montre à nos contemporains ce que les élites d'hier ont fait à leurs ascendants, et leur suggère le sort terrible que leur réservent les élites actuelles, héritières (y compris directement) de celles d'hier. Ajoutons que la crise de surproduction qui dure depuis le tournant des années 1960, et dont les sursauts récents ont atteint une acuité inouïe, est infiniment plus grave que la précédente, de même que celle de 1929-1931 était plus grave que celle de 1873. La violence déployée contre les populations, dont nous n'assistons à l'évidence qu'aux prémices, est naturellement éclairée par l'étude de la violence exercée dans le passé. Le lecteur apprend au surplus que les élites d'hier sont demeurées aux affaires après la chute de Vichy alors même qu'on a seriné aux Français depuis la Libération que la donne politique avait été alors profondément transformée. Pour choisir un exemple significatif, suggestif en cette fin d'été 2010, il ne peut pas ne pas réfléchir au fait que le synarque et dirigeant de la Cagoule Eugène Schueller, lié à Eugène Deloncle et autres grands sicaires cagoulards que je décris, père de Liliane Bettencourt, a dominé l'entre-deux-guerres politique, contribué à écraser les salariés et à assassiner la république en s'appuyant avant et pendant la guerre sur l'ennemi extérieur, allemand, avant de se rallier à la *Pax Americana*, puis que lui-même, et après lui son gendre et sa fille ont assuré les mêmes financements politiques après-guerre, et ont dominé la vie politique sous les gouvernements de droite comme de gauche, avant et après 1958. La carrière politique d'un François Mitterrand s'est déployée dès sa prime jeunesse d'avant-guerre sous l'égide de la Cagoule, dont Eugène Schueller avait été l'une des personnalités marquantes; Schueller fut un des artisans directs de son ascension d'après-guerre. Le groupe qu'il a fondé, l'Oréal, est demeuré un des grands bailleurs de fonds organiques de la droite et d'une partie de la gauche de gouvernement. Les derniers développements politiques du feuilleton estival de 2010 confirment - ce que d'ordinaire on n'apprend que quelques décennies après les faits, sous la plume d'historiens qui intéressent peu de monde, ou qu'on n'apprend jamais - que la famille Bettencourt (Schueller, convient-il de préciser), « honorable » selon le ministre du Travail Eric Woerth, régit - parmi bien d'autres - la politique française : un citoyen s'intéressant à l'histoire sait que la chose dure depuis trois générations. Avec les poids lourds, Banque de France (1802), émanation des grandes banques bailleuses de fonds du coup d'État

de Bonaparte, et Comité des Forges, créé en 1864, notamment par un Wendel et un Schneider, on passe aux dynasties séculaires : toujours régnautes, jusqu'au sommet de l'État, elles résistent à tous les apparents « changements » politiques intervenus depuis la fin du 18^e siècle et le triomphe de la révolution bourgeoise. Ceux de la Libération comme tous ceux qui avaient précédé. Je suis historienne, et contribue en tant que telle à éclairer ces continuités qu'on s'acharne, aujourd'hui plus que jamais, à voiler. Mon travail montre à tout le moins que les populations qui lâchent pied - à la fin des années 1930 pour le cas français - paient très cher leur passivité, laissant ainsi le champ libre aux puissants casseurs de salaires, de l'intérieur et de l'extérieur. La question de ce qu'il convient de faire pour éviter la répétition du passe relève des choix politiques de chacun qui, soit favorisent cette passivité, soit y font obstacle. Ma particularité dans le champ universitaire des décennies récentes est d'avoir continué à afficher des choix marxistes d'ordinaire niés ou cachés, et surtout rarissimes depuis plus de vingt ans. Taxer de communisme (conviction que je revendique assurément) un chercheur permet depuis vingt ans d'esquiver tous les problèmes méthodologiques et scientifiques : or, c'est en tant que *praticien* qu'un historien communiste, non-communiste ou anticommuniste doit être lu et jaugé sur le plan académique.

L'action littéraire : Tout au long des années 1930, les services de renseignement français ont décrit, régulièrement et clairement, l'état des forces militaires allemandes, même avant l'arrivée au pouvoir des nazis en 33. En France, un Cot voudra préparer la France à la guerre, mais il a été éliminé par des forces favorables à une alliance franco-allemande, franco-nazie. Les capacités militaires allemandes en 1939 étaient connues. Le Blitzkrieg était prévisible..., prévu ?

Annie Lacroix-Riz : vous me demandez de raconter mes livres, et un résumé ne suffira pas.

L'action littéraire : Laurent Binet a publié un roman, « HHhH », dans lequel il raconte la préparation de l'attentat tchèque contre Reynhardt Heydrich, le numéro 2 de la SS, le symbole vivant de la cruauté nazie. Ayant vécu en Tchéquie, Laurent Binet raconte volontiers la mémoire tchèque quant à la trahison de la Tchécoslovaquie par la France et la Grande-Bretagne, lors des accords de Munich. Votre livre éclaire ce moment dramatique de l'avant-guerre : presse relayant les « apaiseurs », état-major dominé par la valorisation de l'idéologie et de l'organisation nazies, alors que les Tchécoslovaques constituaient des alliés solides, prêts à affronter la guerre, avec des alliés, en faisant partie d'un axe France-URSS. Quelles ont été les manœuvres et qui les a pilotées en France pour cette trahison ?

Annie Lacroix-Riz : Ceux qui avaient dominé la Tchécoslovaquie depuis sa naissance, le Comité des Forges, Schneider en tête – roi du pays après avoir dicté au Quai d’Orsay la fixation même de ses frontières et possesseur de Skoda, également grâce à l’État français -, et la Banque de France – maîtresse absolue des finances tchécoslovaques -, symbolisent le choix allemand de la grande bourgeoisie française. La « créature de la France », selon le sarcasme de Pie XI, qui haïssait autant que Berlin cette incarnation de l’anti-germanisme historique, était devenue, dès le début de la crise, un boulet pour Schneider. Skoda, dont ce groupe métallurgique et financier (Union européenne industrielle et financière) possédait la majorité des actifs, le gênait désormais par sa concurrence sur ses marchés extérieurs très rétrécis. C’est la raison pour laquelle « les hommes d’affaires du Creusot » - allusion de Marc Bloch, dans le texte cité plus haut, à leur responsabilité éminente dans la haute trahison et la Débâcle – décidèrent de lâcher le joyau pour lequel le contribuable français (comme le contribuable tchécoslovaque) avait été si systématiquement sollicité : tout prêt à la Tchécoslovaquie, octroyé depuis la naissance de ce pays, garanti par l’État français (donc par le contribuable), avait bénéficié à Schneider, sous couvert d’irriguer l’État tchécoslovaque ou le producteur « national » (si peu) Skoda. Après des années d’escarmouches contre Prague puis une décision politique d’abandon notifiée par le personnel gouvernemental français à Londres, les 28 et 29 novembre 1937, Schneider et le Comité des Forges lancèrent ouvertement l’assaut le 11 avril 1938, au lendemain de la constitution du gouvernement Daladier, dans leur journal, *Le Temps*, via l’article assassin d’un précieux auxiliaire, par eux fort gâté : Joseph-Barthélémy, prestigieux professeur de Droit, pilier du complot synarcho-cagoulard et futur garde des Sceaux de Vichy, expliqua, sur mandat de ses employeurs, qu’aucun des accords militaires des 25 janvier 1924 et 16 octobre 1925 liant formellement Paris à Prague n’était juridiquement valable. *Le choix de la défaite* étudie le long cheminement de l’abandon français de Prague depuis le début de la crise et même depuis la seconde moitié des années 1920, où le Comité des Forges opta pour la carte allemande. *De Munich à Vichy* décrit entre autres les liens entre la trahison délibérée des engagements pris en 1924-1925, décidée par le Comité des Forges, et la brillante carrière vichyste de Joseph-Barthélémy, fasciste avéré depuis les années 1920. L’affaire déboucha 1° sur l’abandon de la Tchécoslovaquie, dernière étape sur la route de l’invasion militaire, comme l’établit la note prophétique rédigée à l’état-major général le 15 septembre 1938 (deux semaines avant Munich), annonçant l’invasion et le démembrement consécutifs de la France, puis, 2° sur la vente de Skoda par Schneider à Krupp, en décembre 1938, qui coûta encore au contribuable français (et tchécoslovaque). Ceux qui ne consultent pas les archives originales peuvent aisément brocarder le manque de nuance des liens factuels que j’établis entre les décisions de Schneider, la naissance et la mort de la Tchécoslovaquie. Ce que j’ai découvert sur l’URSS et la question de l’alliance de revers n’a rien à voir non plus avec les sottises inoxydables qui circulent depuis plus de 70 ans, et qu’on a resservies d’abondance à la population en cette année d’anniversaire de la Défaite.

L'action littéraire : Les services de renseignement français ont également établi que, pendant les années 1930, avant l'arrivée des nazis au pouvoir et bien sur plus encore après, ceux-ci ont répandu en Europe et plus particulièrement en France des agents, non pas dormants, mais très actifs, de plusieurs milliers. Ce laisser-faire à l'endroit de personnes qui pourtant pouvaient être clairement considérées comme des ennemis dangereux n'est-il pas la meilleure preuve d'une trahison choisie et totalement volontaire, sans moindre part à laisser à une certaine «inconscience» ? Qu'est-ce que ces agents ont fait sur le sol français pendant toutes ces années ?

Annie Lacroix-Riz : comme le montrent les archives policières de la période 1933-1939, Berlin a pu tranquillement préparer, à Paris comme dans toutes les capitales de l'Europe bientôt occupée, son Occupation prochaine. Le chapitre 5 du *Choix de la défaite* étudie cet investissement effarant de Paris et de la France, au su et au vu des divers ministères concernés et, jour par jour, heure par heure, des autorités policières – agissements qui n'ont plus connu d'entrave depuis l'assassinat de Barthou et le triomphe de la ligne Laval, y compris dans la phase Blum du Front populaire. *De Munich à Vichy* étudie avec précision le lien entre les œuvres anticomunistes renforcées depuis le gouvernement Daladier d'avril 1938 et surtout à la suite de Munich puis de la défaite ouvrière de novembre 1938, et la collaboration policière franco-allemande *stricto sensu*. Il ne s'agissait plus seulement alors de laisser les hitlériens (comme les fascistes italiens depuis 1926) s'en prendre librement aux antifascistes et aux juifs allemands sur le sol français : s'amorça alors une active collaboration policière franco-allemande contre l'ennemi *intérieur*. Le phénomène, que j'ai découvert à l'occasion de mes recherches sur ces deux ouvrages et qu'il faudrait étudier de façon plus systématique, est symbolisé par Carl Boemelburg : ce policier et espion venu de Berlin à Paris dans les fourgons de Ribbentrop en décembre 1938, resté jusqu'en 1939, est revenu à Paris dès juin 1940 pour diriger la répression anticomuniste et antijuive et l'espionnage allemands jusqu'à l'été 1944. Je pense lui réserver une place dans mon prochain livre, qui traitera entre autres des œuvres du second de Laval depuis avril 1942, Bousquet, un des grands interlocuteurs et complices français de Boemelburg et du chef de celui-ci, Helmut Knochen.

L'action littéraire : Puisqu'il y a un silence actuellement institutionnel sur «la Synarchie», cette tête pensante de la Cagoule, pouvez-vous nous présenter ces hommes qui voulaient faire chuter la République et qui ont préparé la collaboration ? Quel a été leur destin, et pour ceux qui ont survécu à la guerre (par exemple les membres du «Club de Fresnes», ceux qui sont passés par la prison), que leur est-il arrivé ?

Les conclusions-épilogues des deux ouvrages déjà cités montrent que le « club de Fresnes » - sans compter ceux qui n'ont même pas été emprisonnés - s'en est tiré aisément. Les alliés privilégiés de l'occupant allemand ont été sauvés d'emblée par les autorités gaullistes, avec l'aide précieuse et parfois sur la pression insistante des États-Unis et de l'Angleterre – sachant que Washington en a sauvé directement un grand nombre sans même passer, en 1944-1945, par les autorités gaullistes. Les mêmes élites qui dirigeaient la France ont continué à la régir, sous le manteau des changements profonds proclamés, capital financier en tête. Dans cette partie de sa sphère d'influence, Washington a contribué à saboter l'épuration des « élites » de toute catégorie (collaborationnistes de sang compris, tel Marcel Déat, exfiltré vers un couvent italien) de façon aussi magistrale qu'en Allemagne ou en Italie. Mon prochain ouvrage, prévu dans quelques années, étudiera d'ailleurs le passage de nos élites (policières comprises, d'où ma référence ci-dessus à Bousquet) de l'emballement pour le Reich à la passion pro-américaine. Le seul examen des noms des élites contemporaines établit cette continuité remarquable entre l'ère du Blitzkrieg et celle de la *Pax Americana*, toujours en vigueur à l'ère du *bellum* (guerre) permanent.

L'action littéraire : Dans les grandes écoles françaises, Sciences-Po, etc, des manuels et les cours d'Histoire qui sont donnés aux élèves qui y étudient, affirment que les pleins pouvoirs votés par les deux chambres réunies en juillet 40 étaient «la Chambre du Front Populaire» (malgré la présence de nombreux sénateurs lors de ce vote), mais aussi que les communistes, en raison du pacte germano-soviétique, étaient des traîtres qui invitaient les ouvriers à fraterniser avec les soldats allemands (donc nazis, alors que les nazis ont, en Allemagne, à cette date, en 39-40, fait arrêter et enfermer les principaux dirigeants du PC allemand, et qu'ils préparent activement l'invasion de l'URSS, l'ennemi à abattre). Dans ces écoles qui préparent la relève de nos élites, il y a donc une instruction basée sur des erreurs et des mensonges. Il y en a beaucoup d'autres, sur la Révolution, le Second Empire, la Commune, la Colonisation, etc. Est-ce que des groupements d'historiens et d'historiennes, élargis, pourraient travailler sérieusement sur ces périodes et sur ces faits pour faire avancer les connaissances, l'énonciation de «la vérité», la construction d'une mémoire inspirée par l'universel ? Comment pourrions-nous lutter activement contre la propagande d'extrême-droite ?

Annie Lacroix-Riz : Nous pouvons espérer faire un peu reculer le rouleau compresseur du mensonge et de la désinformation par les maigres canaux de diffusion de la connaissance historique dont nous disposons, notamment Internet. Pour l'heure, la victoire des classes dirigeantes est complète, à un degré qui n'a jamais été atteint en France depuis le 19^e siècle (sauf sous l'Occupation et Vichy), avec de sérieuses conséquences sur l'enseignement de l'histoire, à l'école et en dehors. Il y a eu en effet destruction de fait des organisations qui diffusaient autrefois une production éditoriale de « résistance » à l'idéologie dominante (assurée notamment par les Éditions sociales) et qui pesaient, certes faiblement, sur l'ensemble du processus, à l'époque où le réactionnaire Furet entraînait en débat avec le marxiste Soboul sur la révolution française. Le débat, même académique, est banni depuis plus de vingt ans, jusque dans ses canaux traditionnels, revues académiques, tables rondes, colloques, etc. La destruction programmée de l'école et de l'université, l'assaut contre la fonction publique, que le statut Maurice Thorez de novembre 1946 a dotée d'une grande indépendance intellectuelle et pédagogique, la précarisation consécutive du personnel dans tous les cycles de l'enseignement et de la recherche devraient beaucoup aggraver les choses à bref délai, si la population ne fait pas rapidement barrage à cette casse générale. Bref, nous voilà revenus aux problèmes évoqués par *L'histoire contemporaine sous influence*. Il ne peut exister d'histoire libre ou indépendante dans une société parvenue à ce point d'injustices et d'inégalités.

L'action littéraire : Un certain nombre de vos détracteurs mette en avant le fait que vous avez été accusée de « négationnisme » en ce qui concerne les événements du début des années 30 en Ukraine, puisque certains reprennent telles quelles les affirmations de quelques ukrainiens selon lesquelles une famine massive a, en Ukraine, tué plusieurs millions de personnes, et ce par la volonté de Staline. Où en est ce dossier historique ? Où en êtes-vous concernant ces accusations ? Êtes-vous soutenue par d'autres historiens dans cette affaire ?

Annie Lacroix-Riz : j'ai eu la paix universitaire depuis que, en mai 2006, les associations « ukrainiennes » se sont découvertes – avouant leur antisémitisme morbide, jusqu'alors soigneusement dissimulé - en rendant hommage à l'Arc de Triomphe au grand pogromiste Petlioura. J'ai le projet depuis plusieurs années de faire une mise au point imprimée (je n'ai jamais publié d'article ou d'ouvrage) sur la campagne allemande, vaticane, polonaise, américaine conduite depuis 1933 sur « la famine en Ukraine », mais mes autres projets ne m'en ont pas laissé le temps. Sauf Stéphane Courtois, qui hurle contre moi sur ce terrain depuis cinq ans dans diverses colonnes imprimées ou électroniques, les historiens français se préoccupent peu du dossier, qu'ils ne connaissent en général pas. Quant aux éventuels soutiens, je n'ai même pas pu obtenir en 2005-2006 le soutien du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire : il s'est courageusement défilé, malgré la forte insistance de la courageuse Catherine Coquery en

faveur d'un soutien clair contre les assauts des groupements « ukrainiens ». Quelques collègues de Paris 7 m'ont franchement soutenue, mais davantage parmi les autres spécialistes de sciences sociales que parmi les historiens : quatre collègues historiennes de Paris 7, trois en activité, deux modernistes, Florence Gauthier et Marie-Louise Pelus-Kaplan, une médiéviste spécialiste de l'Islam, Anna Caiozzo, et une seule contemporanéiste, Catherine, alors déjà émérite, sur une section nettement plus nombreuse; et un ancien collègue de Paris 7, africaniste contemporanéiste, Pierre Boilley, professeur à Paris 1. Je me félicite de cette occasion donnée de les remercier à nouveau. Il suffisait de me traiter de « négationniste » pour faire surgir le doute et la prudence, et l'antimarxisme ou l'anticommunisme, à mon avis essentiel, a fait le reste. La profession n'a jamais été hardie dans son ensemble, et la conjoncture depuis les années 1990 a beaucoup accentué cette tendance lourde.

L'action littéraire : Les citoyens qui espèrent vivre dans une démocratie en France font l'expérience d'un mur de la propagande, qui, tous les jours, nous abreuve, quant au vrai, au beau et au bien tels que nos élites les définissent et prétendent les connaître. Dans votre livre, vous rappelez à quel point la presse française des années 1930 a été achetée, notamment par les nazis, avec des enveloppes conséquentes, pour les patrons des entreprises de presse comme pour les journalistes. Comment évaluez-vous notre situation aujourd'hui ? L'Express a publié un hors-série sur «Les années noires» (la guerre), avec un article consacré aux «patrons sous l'occupation». Mais votre ouvrage n'est pas cité ! à la différence de celui de Renaud de Rochebrune et de Jean-Claude Hazéra, «Les patrons sous l'occupation». Puisqu'ils se permettent de vous ignorer, est-ce que vous pourriez donner des cours d'Histoire via Internet ?

Annie Lacroix-Riz : Vu la concentration du capital, d'une part, et la victoire des classes dirigeantes sur les classes dirigées, éclatante pour l'heure, ce que je décris dans mes ouvrages sur les années 1930 s'est plutôt aggravé. Pour entendre une autre voix, on peut toujours lire mes livres, prendre contact avec moi via mon site et assister à mes conférences, fréquentes, à Paris et ailleurs, et annoncées sur le site. Sur Internet circulent certaines d'entre elles (voir ci-dessus), ce qui constitue la seule réplique possible – fort modeste – à l'artillerie lourde déployée par la grande presse pour assurer la diffusion des thèses des « historiens du consensus ». Mais les petits ruisseaux font les grandes rivières et mènent à la mer. Il faut toujours en revenir à la conjoncture générale : tant qu'elle demeurera ce qu'elle est, la population française sera de plus en plus largement privée d'accès à la connaissance historique sérieuse.

L'action littéraire : Pour terminer, la mémoire de cette période est régulièrement exploitée, travaillée, modifiée, pour le meilleur et pour le pire. Il y a eu le programme «Apocalypse», en début d'année, il y a eu le film sur la rafle du Vel D'Hiv. Que pensez-vous de ces œuvres si vous les avez vues, et seriez-vous prête à conseiller des journalistes ou des cinéastes qui voudraient faire une émission ou un film sur cette période ?

Annie Lacroix-Riz : j'ai vu le premier film, qui m'a fait bondir par ses omissions, inexactitudes et erreurs - particulièrement sur les responsabilités respectives des Français, des Anglais et des Soviétiques dans les conditions du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Une démarche constructive et démonstrative consisterait à organiser une diffusion de ce film qui a fait l'objet d'une publicité inouïe, diffusion qui serait accompagnée (au fil de la projection) ou suivie immédiatement de correctifs documentés. J'y procéderaï volontiers si on me le demandait, dans le cadre de conférences dont j'ai déjà parlé. Je n'ai pas vu le second film. Je suis toujours à la disposition des journalistes et cinéastes qui se proposent de faire connaître le passé, et ai été récemment sollicitée pour trois projets, respectivement relatifs au soutien de la droite française au putsch de Franco, à un aspect de la collaboration économique d'Occupation et à la politique du Vatican. Je saisis cette dernière occasion pour vous signaler la parution en livre de poche, le 13 octobre, de mon ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)* (Paris, Armand Colin, 1996), profondément remanié sur la base de quinze ans de consultations d'archives nouvelles et de mise à jour bibliographique. J'ignore si ces trois projets aboutiront. Jusqu'ici, les « conseillers historiques » (confondus avec « les historiens du consensus ») ont en général - la chose s'est produite à plusieurs reprises depuis quinze ans - exigé et obtenu mon exclusion de journalistes qui souhaitaient ma participation à tel projet télévisuel ou radiophonique (sur la collaboration économique, sur le Vatican, etc.) : « si elle vient, je ne viens pas », etc. Le chantage a presque toujours fonctionné. Mes travaux sur l'histoire sous influence fournissent quelques exemples précis. L'habitude se modifiera, là encore, quand et seulement quand la conjoncture deviendra plus favorable au non-conformisme idéologique. En attendant, et cette conviction a nourri mon indifférence au boycott académique et médiatique, *Scripta manent* (les écrits restent).